



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_127

COMMANDE PUBLIQUE - FOURNITURE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL, D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) ET PRESTATIONS D'ENTRETIEN ASSOCIÉES - GROUPEMENT DE COMMANDES - CONVENTION - ACCORDS - CADRES - SIGNATURES - AUTORISATION

M.Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – En 2021, la Ville de Montivilliers a signé des accords-cadres de fourniture d'équipements de protection individuelle avec la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole, les villes du Havre, Octeville sur Mer, Sainte-Adresse, Rolleville, Montivilliers et le CCAS de Montivilliers.

Afin d'assurer la continuité des services utilisateurs, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole prépare actuellement un nouveau cahier des charges pour ces accords-cadres de fourniture de vêtements de travail, d'équipements de protection individuelle (EPI) et prestations d'entretien associées.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive du groupement de commandes.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, les besoins de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, et des villes suivantes, Le Havre, Saint Romain de Colbosc, Rolleville, Sainte-Adresse, Montivilliers et son CCAS sont réunis dans un même dossier de consultation.

Le dossier de consultation sera alloté de la façon suivante :

- Lot n°1 : Vêtements de travail ;
- Lot n°2 : Équipement de protection individuelle ;
- Lot n°3 : Accessoires et chaussants de protection individuelle ;
- Lot n°4 : Protections auditives moulées ;
- Lot n°5 : Tenues à usage publicitaire ;
- Lot n°6 : Uniformes, équipements et accessoires pour la Police Municipale ;
- Lot n°7 : Uniformes, équipements et accessoires pour la Brigade Urbaine Prévention Proximité ;
- Lot n°8 : Housses et gilets pare-balles pour la Police Municipale et la Brigade Urbaine Prévention Proximité ;
- Lot n°9 : Chaussures pour la Police Municipale et la Brigade Urbaine Prévention Proximité ;
- Lot n°10 : Lavage et entretien des vêtements et des EPI.

A l'issue de la procédure lancée en appel d'offres ouvert, les accords-cadres à bons de commande sans montant minimum, seront conclus pour une durée ferme de quatre ans à compter de leur notification.

La Ville de Montivilliers s'est positionnée sur les lots suivants :

- Lot n°1 : Vêtements de travail, **pour un montant maximum sur 4 ans de 90.000 euros HT ;**
- Lot n°2 : Équipement de protection individuelle, **pour un montant maximum sur 4 ans de 64.000 euros HT ;**
- Lot n°3 : Accessoires et chaussants de protection individuelle, **pour un montant maximum sur 4 ans de 68.000 euros HT ;**
- Lot n°4 : Protections auditives moulées, **pour un montant maximum sur 4 ans de 10.000 euros HT.**

Le coordonnateur du groupement de commandes est la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole et la CAO compétente pour attribuer les accords-cadres sera celle du coordonnateur.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-21 ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des finances, de la commande publique et des ressources humaines ;

VU la commission municipale n°5 : Affaires Générales et Finances, réunie le 03 juin 2026, consultée.

CONSIDÉRANT :

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- Qu'il est nécessaire de lancer une procédure commune pour la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole et des villes suivantes, Le Havre, Saint Romain de Colbosc, Rolleville, Sainte-Adresse, Montivilliers et son CCAS afin de constituer des accords-cadres de fourniture de vêtements de travail, d'équipements de protection individuelle et prestations d'entretien associées.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer avec la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole et des villes suivantes, Le Havre, Saint Romain de Colbosc, Rolleville, Sainte-Adresse, Montivilliers et son CCAS la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture de vêtements de travail, d'équipements de protection individuelle et prestations associées ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les accords-cadres à bons de commande avec des fournisseurs qui seront désignés à l'issue de la procédure de consultation publique des entreprises.

Imputation budgétaire

Exercice pluriannuel – maximum 4 ans

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : Toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé :

60636 – Vêtements de travail

6068 – Autres fournitures

Montant de la dépense :

Lot n°1 : Vêtements de travail, **pour un montant maximum sur 4 ans de 90.000 euros HT ;**

Lot n°2 : Équipement de protection individuelle, **pour un montant maximum sur 4 ans de 64.000 euros HT ;**

Lot n°3 : Accessoires et chaussants de protection individuelle,

pour un montant maximum sur 4 ans de 68.000 euros HT ;

Lot n°4 : Protections auditives moulées, **pour un montant maximum sur 4 ans de 10.000 euros HT.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télerecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr



Envoyé en préfecture le 15/06/2026

Reçu en préfecture le 15/06/2026

Publié le 15/06/2026

webdelib

ID : 076-217604479-20260608-M_DL260608_127B-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr